

Halte à la répression!

Après plus de 3 semaines de contestation et de grève des élèves et des personnels entraînant des perturbations dans des centaines d'établissements, la communauté éducative reste très opposée aux E3C. Pour l'heure, la seule réponse du ministre est autoritaire et sécuritaire : zéro collectif, intimidations, intervention des forces de l'ordre, gardes à vue d'élèves, menaces de sanction contre les personnels. Embarrassé, le ministre concède des « aménagements » qui devraient être annoncés le 11 Mars.

Dans les académies qui viennent de partir en vacances, des dizaines de lycées ont reporté les épreuves d'E3C. La CGT Educ'action refusera toute forme d'intimidation et de violence qui pourrait avoir lieu face à des manifestations de la communauté éducative.

Le droit de manifester, de s'exprimer, de se rassembler existe dans ce pays.

Il doit être respecté !

N'hésitez pas à remplir le questionnaire de la CGT Educ'action sur la tenue des E3C en vous connectant sur <https://framaforms.org/enquete-sur-les-e3c-1581502932>

Une jeunesse qu'on baillonne !



On assiste à des scènes impensables devant et dans les lycées de ce pays : forces de l'ordre cagoulées dans le hall d'accueil du lycée Hélène Boucher à Paris, personnels sommés de ne pas venir au lycée le jour de la passation au lycée Max Linder de Libourne, des élèves de la Rochelle interdits de passation pour appartenance à un réseau social (via un groupe), élèves de Pantin, de Paris, de Marseille mis-es en garde à vue...

Non, vous ne rêvez pas c'est désormais ainsi que se passe le bac en France !

Jean-Michel Blanquer fait peser sur l'ensemble de la profession une stratégie de la tension totalement inexcusable. Il n'est pas possible que l'on dise à la jeunesse d'un côté « engagez-vous » (et ce sera reconnu dans Parcoursup) et de l'autre côté quand elle manifeste contre un projet qui les menace directement « Taisez-vous et obéissez ». Quelle image de l'École donne-t-on !

La CGT Educ'action exige la suppression immédiate des E3C, refuse qu'elles soient transformées en contrôle continu ou en CCF et revendique le retour à des épreuves nationales et terminales.

Elle exige du ministre de faire cesser la répression contre les lycéen·nes et les personnels.